



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 16 novembre 2001

APERÇU

◆ Deuxième baisse mensuelle de la valeur des permis de construction

La valeur des permis de construction s'établissait à 3,2 milliards de dollars en septembre, en baisse de 1,2 % par rapport à août, mais en hausse de 4,4 % par rapport à la moyenne mensuelle enregistrée en 2000.

◆ Le revenu familial atteint un nouveau sommet

Les Canadiens continuent de rattraper le terrain perdu lors de la récession du début des années 90. Leur revenu familial après impôt était estimé à 51 473 \$ en 1999, en hausse de 1,9 % par rapport à 1998.

◆ La moitié des postes vacants se trouvent dans le commerce de détail et les services aux consommateurs

En 1999, la moitié des postes vacants dans les établissements à but lucratif se trouvaient dans deux secteurs où la rémunération est faible et le taux de roulement élevé : le commerce de détail et les services aux consommateurs.

◆ À l'université, les femmes sont majoritaires

Dans le groupe d'âge de 18 à 24 ans, les étudiantes formaient 54,2 % de la population universitaire de premier cycle à temps plein en 1992-1993. Sept ans plus tard, en 1999-2000, elles en représentaient 57,1 %.

◆ L'écoute de la télévision ne varie pas

Les téléspectateurs ont passé 21,5 heures par semaine devant la télévision, à l'automne 2000, presque la même moyenne que celle de 1999. Les émissions canadiennes sont plus prisées par les francophones que les anglophones.

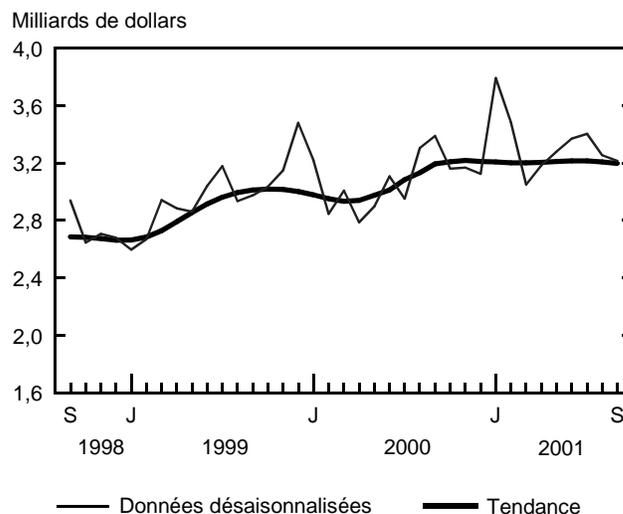
Deuxième baisse mensuelle de la valeur des permis de construction

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités s'établissait à 3,2 milliards de dollars en septembre, en baisse de 1,2 % par rapport à août, mais en hausse de 4,4 % par rapport à la moyenne mensuelle enregistrée en 2000.

La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 3,0 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars. Cette chute provient uniquement des baisses qui ont touché les projets de moins de un million de dollars. La valeur des permis pour des projets de plus de un million de dollars, qui résultent en général de décisions prises plusieurs mois plus tôt, est demeurée stable. Donc, les répercussions possibles des attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis sur la valeur des permis de construction non résidentielle ne sont peut-être pas encore entièrement perceptibles.

Les municipalités ont délivré pour 581 millions de dollars de permis de construction commerciale, en baisse de 17,6 % par rapport à août. Il s'agit du plus faible niveau depuis janvier 1998. Cette chute est due à la diminution des projets dans la catégorie du

Valeur totale des permis de construction



(suite à la page 2)



... Deuxième baisse mensuelle de la valeur des permis de construction

commerce et des services ainsi que dans celle des immeubles à bureaux. Par ailleurs, la valeur des permis dans la composante industrielle a progressé de 12,7 % pour atteindre 332 millions de dollars, au lendemain d'une hausse importante de la construction de bâtiments dans la catégorie des transports. La composante institutionnelle a rebondi de 10,4 %, passant à 468 millions de dollars, grâce aux projets de la catégorie des immeubles à vocation médicale et hospitalière.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Septembre 2001	Août à septembre 2001	Janvier à septembre 2001	Janvier- septembre 2000 à janvier- septembre 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	11,2	-50,7	138,8	6,5
Halifax	22,9	-3,0	256,5	-35,3
Saint John	4,9	-56,7	61,1	-15,7
Chicoutimi-Jonquière	26,3	86,4	147,2	42,2
Québec	55,0	-12,1	511,9	21,5
Sherbrooke	16,4	123,5	108,7	10,8
Trois-Rivières	7,8	-26,3	86,2	-3,9
Montréal	272,4	-11,4	3 183,2	36,2
Hull	27,9	-6,2	292,1	49,0
Ottawa	92,5	-14,6	1 084,4	2,0
Oshawa	34,2	-31,7	410,3	-21,5
Toronto	627,6	-6,2	6 373,5	2,7
Hamilton	57,3	-40,3	649,1	20,3
St. Catharines-Niagara	61,4	80,7	317,0	-12,5
Kitchener	98,1	26,7	725,5	29,3
London	45,2	37,3	525,5	51,0
Windsor	47,7	-25,2	419,8	3,2
Sudbury	7,2	-22,3	56,9	2,3
Thunder Bay	4,9	-68,5	79,7	1,6
Winnipeg	19,8	-37,3	319,8	-21,9
Regina	24,5	172,0	173,3	54,3
Saskatoon	21,5	-0,6	197,0	-4,1
Calgary	145,1	-27,1	1 639,9	-3,2
Edmonton	185,2	42,5	1 040,9	13,6
Vancouver	208,5	6,0	2 338,3	10,9
Victoria	50,1	135,9	275,0	26,6

En raison surtout de diminutions de la valeur des permis de construction institutionnelle et commerciale dans la région de Toronto, la plus forte baisse de la valeur des permis de construction non résidentielle (en dollars) est survenue en Ontario (-11,3 %, valeur totale de 514 millions de dollars). Par contre, l'augmentation la plus prononcée a été observée en Colombie-Britannique (+43,3 %, valeur totale de 215 millions de dollars), grâce notamment aux projets dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et hospitalière.

La valeur des permis de construction résidentielle a légèrement progressé (+0,2 %), pour atteindre 1,8 milliard de dollars. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux s'est accrue de 4,6 % pour se chiffrer à 493 millions de dollars, tandis que celle des intentions de construction de logements unifamiliaux a fléchi de 1,4 % pour passer à 1,3 milliard de dollars. À l'échelle provinciale, c'est dans l'Ouest canadien qu'a eu lieu toute l'augmentation de la valeur des permis de construction résidentielle, vu que toutes les provinces situées à l'est de la Saskatchewan ont enregistré des baisses.

Les municipalités ont délivré pour un total de 30,0 milliards de dollars de permis durant les neuf premiers mois de 2001, soit 9,2 % de plus que pour la même période en 2000. Les deux secteurs, résidentiel et non résidentiel, ont contribué à cet excellent résultat. C'est la première fois depuis 1989 que la valeur cumulative des permis de construction franchit dès septembre le cap des 30 milliards de dollars. La plus forte croissance (en dollars) est survenue dans la région de Montréal, grâce surtout aux projets d'immeubles à bureaux. La valeur des permis dans la région de Vancouver a aussi considérablement augmenté, sous la poussée des vigoureuses intentions de construction de logements multifamiliaux.

De janvier à septembre, la valeur totale des permis de construction non résidentielle s'est chiffrée à 13,6 milliards de dollars, en hausse de 11,3 % par rapport à la même période en 2000. Il s'agit du meilleur résultat pour les neuf premiers mois d'une année depuis 1989. La valeur des permis de construction résidentielle a atteint 16,4 milliards de dollars, en hausse de 7,4 % par rapport à la même période en 2000.

*Pour en savoir plus, consultez le numéro de septembre 2001 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$/145 \$). Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Le revenu familial atteint un nouveau sommet

Le revenu familial moyen a, pour la deuxième année consécutive, atteint un nouveau sommet en 1999, les Canadiens continuant de rattraper le terrain perdu lors de la récession du début des années 90. Le revenu familial après impôt était estimé à 51 473 \$ en 1999, en hausse de 1,9 % par rapport à 1998.

Cette croissance tient à une augmentation du revenu du marché, résultat de l'amélioration des conditions du marché du travail. En effet, le Canada a connu, en 1999, une troisième année consécutive de forte croissance économique ainsi qu'une croissance accélérée

de l'emploi. Celui-ci a progressé de 2,8 % en 1999, sa meilleure performance de la décennie, et le nombre de personnes travaillant à temps plein s'est accru de 3,3 %. Le revenu du marché, qui comprend le revenu d'emploi, les prestations de régimes de retraite privés et le revenu de placements, a augmenté de 1,4 %, tandis que les transferts gouvernementaux aux familles ont diminué de 3,3 %.

La situation des personnes seules, c.-à-d. celles ne vivant pas en famille, a aussi progressé. Leur revenu après impôt (22 064 \$) en 1999 était de 2,7 % supérieur à celui de 1998. Le revenu après impôt des couples ayant des enfants de moins de 18 ans s'élevait

(suite à la page 3)

... Le revenu familial atteint un nouveau sommet

à 57 665 \$, également en hausse de 2,7 %. En 1999, les familles ont, en moyenne, payé 2,8 % de moins en impôt, d'où une hausse moyenne de leur revenu en chiffres absolus d'environ 1 000 \$ par rapport à 1998.

Par ailleurs, le revenu moyen du marché des familles de deux personnes ou plus était estimé à 56 998 \$ en 1999, en hausse de 1,4 % par rapport à 1998. Il s'agit de la sixième année de croissance soutenue, quoique à un taux plus faible que les deux années précédentes. Le revenu moyen du marché de ces familles a augmenté de 13,6 % depuis le creux de 50 192 \$ enregistré en 1993.

La proportion du revenu familial total reçue sous forme de transferts gouvernementaux a poursuivi sa tendance à la baisse amorcée en 1993, année où les transferts avaient atteint un sommet de 12,9 % du revenu familial moyen. En moyenne, les paiements de transfert aux familles de deux personnes ou plus se chiffraient à 6 821 \$ en 1999, en baisse de 3,3 % par rapport à 1998. Les paiements de transfert moyens aux personnes seules ont aussi baissé (-2,9 %).

Par contre, les familles monoparentales sans revenu d'emploi ayant une femme à leur tête ont reçu 13 351 \$ de sources gouvernementales, ce qui constituait 89,0 % de leur revenu total.

Revenu moyen en dollars

	Familles économiques		Personnes seules	
	Revenu du marché	Revenu après impôt	Revenu du marché	Revenu après impôt
1990	54 178	48 603	22 223	21 957
1991	52 155	47 415	20 558	20 978
1992	51 450	47 465	20 773	21 327
1993	50 192	46 528	20 175	20 930
1994	51 328	47 110	20 152	21 033
1995	51 527	46 967	20 449	20 965
1996	52 204	47 750	20 211	20 845
1997	53 689	48 744	20 209	20 966
1998	56 190	50 539	21 121	21 488
1999	56 998	51 473	22 038	22 064

Note aux lecteurs

Les données du présent article sont corrigées en fonction de l'inflation. Tous les chiffres sur le revenu sont donc exprimés en dollars constants de 1999.

Les seuils de faible revenu (SFR) de Statistique Canada établissent le niveau de revenu auquel une famille est susceptible de se trouver dans une situation difficile parce qu'elle doit consacrer une proportion considérablement plus élevée de son revenu aux produits de première nécessité (nourriture, logement et habillement) que la famille moyenne. Bien qu'ils soient souvent considérés comme des seuils de pauvreté, les SFR ne constituent aucunement des seuils officiels de pauvreté. Pour en savoir plus, consultez le site de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous Méthodes statistiques, Documents de travail, puis Article sur la pauvreté et le faible revenu.

Ce montant était de 5,1 % supérieur à celui de 1998, grâce surtout à une augmentation de 16,5 % des prestations fiscales pour enfants.

Les familles ont payé 19,3 % de leur revenu total en impôt sur le revenu en 1999, une proportion moins élevée qu'en 1998 (20,1 %). Pour leur part, les personnes seules ont payé en moyenne 18,5 % de leur revenu total en impôt, soit un taux légèrement supérieur à celui de 1998 (18,3 %). Les familles dont le revenu se situait dans le quintile supérieur ont payé en moyenne 31 966 \$ d'impôt sur le revenu, soit un peu plus de la moitié (51,8 %) de tout l'impôt sur le revenu versé par les familles. Par contre, celles qui se situaient dans le quintile inférieur ont payé en moyenne 1 148 \$ d'impôt, soit 1,9 % des sommes totales perçues en impôt sur le revenu chez les familles.

Pour en savoir plus, consultez *Le revenu au Canada, 1999* (Internet : 75-202-XIF, 45 \$). La version imprimée (75-202-XPf, 45 \$) paraîtra en décembre. Vous pouvez aussi consulter le site de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous Le Canada en statistiques, La société, puis Famille, ménages et logement, ensuite Revenu. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

La moitié des postes vacants se trouvent dans le commerce de détail et les services aux consommateurs

En 1999, pratiquement la moitié des postes vacants à long terme dans les établissements à but lucratif se trouvaient dans le commerce de détail et les services aux consommateurs, d'après l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE). Dans ces secteurs, qui offrent des salaires relativement faibles et ont un taux de roulement élevé, la moitié des postes étaient vacants depuis au moins quatre mois au moment de l'enquête.

Il semblerait donc que, même en période de forte croissance des industries de technologie de pointe, un grand nombre de postes vacants se trouvent en dehors de ces industries. En 1999, les éta-

blissements du commerce de détail et des services aux consommateurs représentaient 30 % des emplois du secteur privé, et leurs employés à temps plein touchaient un salaire horaire moyen de 13,18 \$, comparativement à 19,14 \$ pour l'ensemble des établissements.

Sur les 735 900 établissements au Canada, environ 13 % ont déclaré un total de 286 415 postes vacants en 1999. Le taux de vacance était donc de 2,6 %, et environ 1,2 % des postes étaient encore vacants après quatre mois ou plus, c'est-à-dire des postes que les entreprises avaient du mal à combler. Ces chiffres pourraient être une surestimation du nombre d'emplois disponibles aux chômeurs puisqu'ils incluent certains postes offerts seulement au sein de l'entreprise. Il est possible que l'employeur comble ces postes par la voie de promotions ou de mouvements latéraux de travailleurs déjà en poste et qu'il décide de ne pas recourir au recrutement extérieur.

(suite à la page 4)

... La moitié des postes vacants se trouvent dans le commerce de détail et les services aux consommateurs

Deux types d'établissements avaient des taux de vacance élevés en 1999 : les établissements employant des travailleurs hautement qualifiés, ayant innové et adopté de nouvelles technologies qui nécessitent des compétences accrues; et les établissements non syndiqués, appartenant à des entreprises de commerce de détail et de services aux consommateurs à emplacement unique.

Par exemple, les établissements qui avaient innové du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 avaient un taux de vacance de 3,0 %, contre 1,8 % pour les autres établissements. De plus, les établissements à but lucratif ayant une proportion de travailleurs qualifiés (gestionnaires, professionnels et personnel technique et personnel des métiers) supérieure à la moyenne, ayant innové et introduit de nouvelles technologies nécessitant des compétences accrues, ont déclaré un taux de vacance de 3,9 %.

En 1999, la pénurie de main-d'œuvre variait fortement selon le secteur. Dans la foresterie, l'extraction minière, de pétrole et de gaz, où le salaire horaire moyen des travailleurs à temps plein

Taux de vacance et taux de salaire horaire par secteur, 1999

	Taux de vacance	Salaire horaire des employés à temps plein
	%	en dollars
Ensemble des secteurs	2,6	19,14
Foresterie, extraction minière, de pétrole et de gaz	0,9	26,42
Industrie manufacturière tertiaire à forte intensité de main-d'œuvre	2,5	15,18
Industrie manufacturière primaire	1,2	20,68
Industrie manufacturière secondaire	2,2	18,53
Industrie manufacturière tertiaire à forte intensité de capital	2,3	21,92
Construction	2,3	21,22
Transport, entreposage et commerce de gros	2,4	20,25
Communications et autres services publics	2,0	24,28
Commerce de détail et autres services commerciaux	3,9	13,18
Finance et assurances	2,1	19,97
Services immobiliers et de location	--	20,06
Services aux entreprises	2,5	20,80
Enseignement et services de soins de santé	1,9	20,77
Information et industries culturelles	2,1	23,91

-- Estimations non publiées en raison d'une variabilité échantillonnale élevée.

Note aux lecteurs

Les données du présent article proviennent de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE) de 1999. Cette enquête vise à apporter un éclairage aux relations entre la compétitivité, l'innovation, l'utilisation de technologies et la gestion des ressources humaines chez l'employeur, et l'utilisation de technologies, la formation, la stabilité de l'emploi et les salaires chez l'employé. Elle porte sur tous les secteurs sauf l'agriculture, la pêche, la chasse, le piégeage et l'administration publique.

Le **taux de vacance** désigne le nombre de postes vacants divisé par le nombre total de postes (occupés et vacants).

était de 26,42 \$, le taux de vacance était de 0,9 %, contre 3,9 % dans le commerce de détail et les services aux consommateurs. L'Ontario, le Manitoba et l'Alberta, trois provinces ayant des taux de chômage relativement faibles en 1999, avaient des taux de vacance assez élevés : 3,2 % en Ontario et 3,4 % au Manitoba et en Alberta. La situation était fort différente dans les provinces de l'Atlantique, où le taux de vacance n'était que de 1,6 %, ce qui refléterait les taux de chômage élevés dans ces provinces.

Le taux de vacance était d'environ 3,0 % dans les établissements de moins de 100 employés, mais de 1,9 % dans ceux comptant plus de 500 employés. De même, les établissements faisant partie d'une entreprise à établissements multiples avaient un taux de vacance de 1,9 %, bien inférieur au taux de 3,1 % des autres établissements. Dans les établissements syndiqués, seulement 1,8 % des postes étaient vacants, contre 3,0% pour les établissements non syndiqués. Ces écarts refléteraient un certain nombre de facteurs. Premièrement, les grands établissements et ceux appartenant à une entreprise à établissements multiples possèdent un marché du travail interne permettant aux employés de changer de poste sans avoir à changer d'employeur. Deuxièmement, ces établissements, tout comme les établissements syndiqués, tendent à verser des salaires relativement élevés.

Pour en savoir plus, consultez le rapport intitulé **Personnel demandé : nouveau profil des postes vacants au Canada** (Internet : 71-584-MIF, gratuit; papier : 71-584-MPF, 15 \$), ou le document de recherche **Quelles entreprises ont des taux de vacance élevés au Canada?** (Internet : 11F0019MIF01176, gratuit; papier : 11F0019MPF, 5 \$ / 25 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail ou avec Diane Galarneau au (613) 951-4626, Division de la statistique du travail.

À l'université, les femmes sont majoritaires

Les femmes ont consolidé leur majorité parmi les étudiants du premier cycle au cours de l'année universitaire 1999-2000. Dans le groupe des 18 à 24 ans, elles représentaient 57,1 % de l'ensemble des étudiants de premier cycle à temps plein en 1999-2000, en hausse par rapport aux 54,2 % enregistrés en 1992-1993, année record en matière d'inscriptions. Elles constituaient le seul groupe où les inscriptions ont augmenté au cours de cette période de sept ans.

En 1999-2000, le nombre d'étudiantes de premier cycle à temps plein, âgées de 18 à 24 ans, était estimé à 245 200, en hausse de 9,8 % par rapport à 1992-1993. Au cours de la même période, toutefois, le nombre de leurs homologues de sexe masculin a reculé de 2,6 % pour se situer à 184 000. Au total, les universités ont reçu 719 900 inscriptions de premier cycle à temps plein et à temps partiel en 1999-2000, en hausse de 1,7 % par rapport à 1998-1999. Il s'agit de la deuxième hausse annuelle consécutive. Cependant, ce chiffre était nettement inférieur au chiffre record de 771 300 inscriptions en 1992-1993. Les inscriptions de premier cycle ont, par la suite, diminué au cours des cinq années suivant ce sommet.

En 1999-2000, le taux de participation des femmes canadiennes de 18 à 24 ans inscrites à des études de premier cycle à temps plein (c'est-à-dire le nombre de femmes inscrites en proportion de la population de ce groupe d'âge) était de 16,7 %, contre 15,6 % en 1992-1993. Durant la même période, le taux de participation des hommes canadiens du même groupe d'âge est passé de 12,5 % à 11,8 %.

Chez les 25 à 44 ans, le nombre d'inscriptions a chuté au cours de la période de sept ans. En 1999-2000, un nombre estimatif de 37 200 femmes de ce groupe d'âge étaient inscrites à des études de premier cycle à temps plein, en baisse de 5,6 % par rapport à 1992-1993. Chez les hommes de ce même groupe d'âge, la baisse a été près de trois fois plus élevée (-17,6 %), le nombre d'inscriptions ayant atteint 33 400.

Les inscriptions à temps partiel ont nettement baissé parmi les étudiants âgés de 25 à 44 ans. Alors que les études de premier cycle à temps partiel ont traditionnellement attiré plus de femmes que d'hommes, les deux groupes ont accusé des reculs importants au cours de la période de sept ans. Plus précisément, les inscriptions de premier cycle à temps partiel chez les hommes de 25 à 44 ans ont diminué de 29,1 %, pour s'établir à 42 300, et de 30,3 %, pour atteindre 73 900, chez les femmes du même groupe d'âge. Les baisses étaient plus faibles chez les étudiants âgés de 18 à 24 ans. Chez les hommes de ce groupe d'âge, les inscriptions au premier cycle à temps partiel ont reculé de 8,2 %, pour s'établir à 29 400, tandis que chez les femmes, elles ont diminué de 6,0 % pour se fixer à 38 800.

À l'échelle provinciale, la plus forte hausse des inscriptions a été enregistrée en Colombie-Britannique, où le nombre d'étudiants à temps plein a grimpé de 18,8 % pour atteindre 54 200 au cours de la période de sept ans. Les inscriptions à temps plein ont aussi été plus nombreuses en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario.

Les inscriptions à des cours à temps partiel de premier cycle et de cycles supérieurs n'ont augmenté qu'en Alberta (+45,1 %) et en Colombie-Britannique (+17,9 %) au cours de la période de sept ans. Les universités des huit autres provinces ont affiché des baisses importantes dans les inscriptions à temps partiel, celles-ci variant entre 11,0 % en Nouvelle-Écosse et 42,2 % au Manitoba.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mongi Mouelhi au (613) 951-1537, Centre de la statistique de l'éducation. Pour obtenir des tableaux sur les inscriptions, communiquez avec Shelley Crego au (613) 951-0737 ou composez sans frais le 1 800 307-3382.

Inscriptions à l'université

	1992-1993	1998-1999	1999-2000	1992-93 à 1999-2000 Variation en % ¹
Total au premier cycle²	771 300	707 600	719 900	-6,7
Premier cycle à temps plein	497 200	501 000	507 000	2,0
Âgés de 18 à 24 ans	412 100	423 800	429 200	4,1
Hommes	188 900	183 100	184 000	-2,6
Femmes	223 200	240 700	245 200	9,8
Âgés de 25 à 44 ans	79 900	72 000	70 600	-11,7
Hommes	40 500	34 700	33 400	-17,6
Femmes	39 400	37 300	37 200	-5,6
Premier cycle à temps partiel²	274 100	206 600	212 900	-22,3
Âgés de 18 à 24 ans	73 400	66 400	68 200	-7,0
Hommes	32 100	28 800	29 400	-8,2
Femmes	41 300	37 600	38 800	-6,0
Âgés de 25 à 44 ans	165 800	113 300	116 200	-29,9
Hommes	59 700	41 700	42 300	-29,1
Femmes	106 100	71 600	73 900	-30,3

1. Les pourcentages sont basés sur des chiffres réels non arrondis.

2. Contient des estimations pour les inscriptions à temps partiel à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Nota : Les chiffres sont arrondis au 100^e près.

L'écoute de la télévision ne varie pas

La croissance de la télévision payante et des services spécialisés s'est poursuivie au détriment de la télévision conventionnelle. À l'automne 2000, la part d'auditoire des chaînes conventionnelles, canadiennes et étrangères, est descendue à 65 % par rapport à plus de 99 % en 1982. Cette baisse s'explique principalement par le nombre accru de chaînes de la télévision payante et de services spécialisés canadiens et étrangers dont la part d'auditoire est passée de moins de 1 % en 1982 à près de 30 % en 2000. L'an dernier, près de 84 % de la population avait accès aux services par câble ou par satellite.

En moyenne, les Canadiens ont regardé la télévision pendant 21,5 heures par semaine à l'automne 2000, soit presque la même moyenne que celle enregistrée en 1999. Ce chiffre s'inscrit dans la légère tendance à la baisse observée depuis le sommet d'un peu plus de 23 heures enregistré à l'automne 1995 et au début des années 90.

En 2000, les Canadiens ont consacré près de 40 % de leur temps d'écoute à des émissions canadiennes. Ces dernières ont été cependant beaucoup plus populaires chez les francophones que chez les anglophones. Près des deux tiers des heures d'écoute des francophones ont été consacrées à des émissions canadiennes, alors que chez les anglophones cette proportion n'a atteint que 30 %.

Les émissions favorites des Canadiens sont les comédies et les drames (réunis en une catégorie), représentant près de 40 % de l'écoute totale, suivies des émissions d'actualité et d'affaires publiques (24 %) et des émissions de variétés et de jeux (12 %). Ces préférences étaient évidentes chez les deux groupes linguistiques, mais l'attrait pour les émissions canadiennes a été beaucoup plus importante chez les francophones. Concernant les émissions d'actualité et d'affaires publiques, la préférence a été largement accordée au contenu canadien, surtout chez les francophones qui ont consacré 96 % de leur temps d'écoute de ce genre d'émissions à celles d'origine canadienne; chez les anglophones, cette proportion était de 73 %.

La différence la plus marquée entre les deux groupes linguistiques est la popularité des émissions de jeux et de variétés canadiennes. Les francophones ont consacré environ 80 % de leur temps d'écoute de ce genre d'émissions à celles d'origine canadienne, par rapport à seulement 12 % chez les anglophones. Cet écart peut être en partie attribuable au fait que les francophones n'ont pas dans leur langue un aussi grand choix d'émissions étrangères que les anglophones.

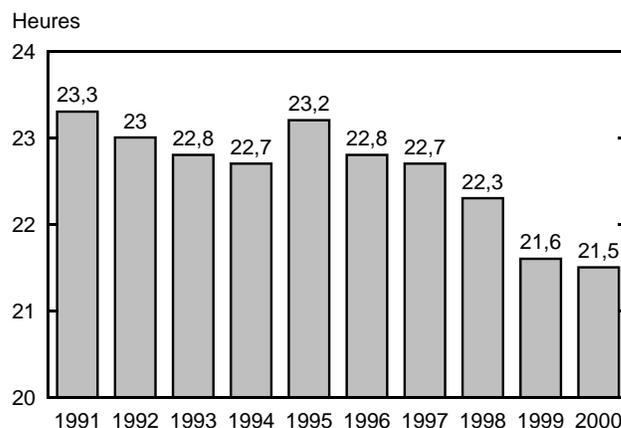
À l'échelle provinciale, les écarts concernant les heures d'écoute hebdomadaire moyenne sont considérables. En 2000, les téléspectateurs de Terre-Neuve et du Québec sont ceux qui ont regardé la télévision le plus (24,0 heures), tandis que ceux de l'Alberta, ils

Note aux lecteurs

Le projet *Télévision* du Programme de la statistique de la culture est une entreprise conjointe du Conseil de la radio-diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de Patrimoine canadien et de Statistique Canada. Les données de base ont été recueillies par Sondages BBM auprès d'un échantillon de Canadiens âgés de deux ans et plus.

L'écoute de la télévision est observée suivant le contenu (nouvelles, émissions d'affaires publiques, dramatiques, émissions sur la religion, etc.), la langue, le pays d'origine et le pourcentage de contenu canadien. Le fichier final, conservé par Statistique Canada, indique aussi le réseau d'affiliation et le lieu géographique de chaque station de télévision.

Nombre d'heures d'écoute hebdomadaire



l'ont regardée le moins (19,7 heures). Au Québec, les francophones ont passé quatre heures de plus devant le petit écran que les anglophones et trois heures de plus que la moyenne nationale.

À l'échelle nationale, les hommes âgés de 18 à 24 ans sont ceux qui ont passé le moins de temps devant le petit écran (13,2 heures). Les adolescents (14,1 heures) et les enfants (15,5 heures) ont, eux aussi, peu regardé la télévision. Ce sont les femmes qui ont le plus regardé la télévision (25,5 heures par semaine), soit près de cinq heures de plus que les hommes. Pour les deux sexes, le nombre d'heures d'écoute augmentait avec l'âge.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lotfi Chahdi au (613) 951-3136 (télécopieur : (613) 951-1333; courriel : lotfi.chahdi@statcan.ca). Culture et Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Nouveautés de Statistique Canada

Voyages internationaux

L'édition 2000 de *Voyages internationaux* présente un résumé des données annuelles sur les voyages internationaux au moyen de tableaux, de graphiques et d'un sommaire analytique. Cette publication dresse le portrait des voyageurs internationaux par province, État ou pays de résidence, région de destination, moyen de transport, but du voyage, durée du séjour, dépenses ainsi que par groupe d'âge et sexe.

L'édition 2000 de *Voyages internationaux* (Internet : 66-201-XIF, 32 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jocelyn Lapierre au (613) 951-3720, avec Danielle Shaienks au (613) 951-5095 ou avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608, ou encore composez sans frais le 1 800 307-3382 (télécopieur : (613) 951-2909; courriel : cult.tourstat@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Statistiques sur le secteur public

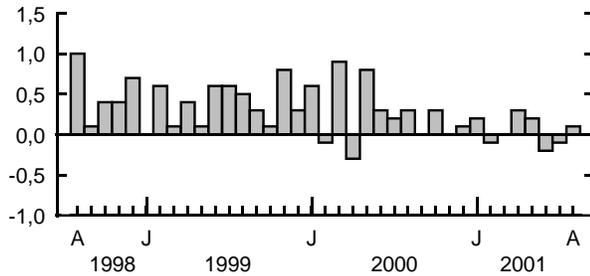
La publication électronique intitulée *Statistiques sur le secteur public* présente de l'information détaillée sur les revenus et dépenses consolidés des administrations publiques pour la période se terminant en 2000-2001, soit le tout dernier exercice. L'ensemble des administrations publiques ont réalisé un important excédent de 25,7 milliards de dollars en 2000-2001, conjugué à une croissance rapide de l'économie.

La publication *Statistiques sur le secteur public* (Internet : 68-213-XIB, 46 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (courriel : joanne.rice@statcan.ca), Division des institutions publiques.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

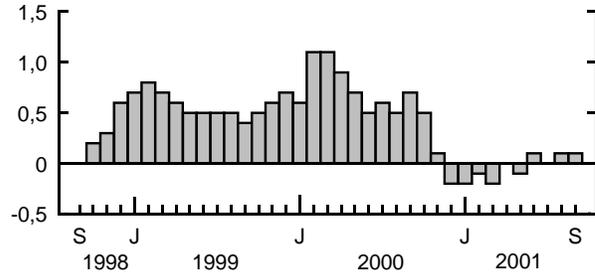
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,1 % en août, après avoir reculé de 0,1 % en juillet.

Indice composite

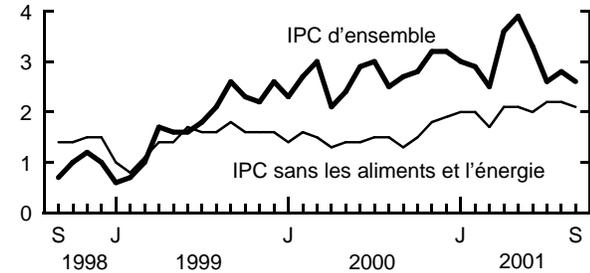
Variation mensuelle en %



En septembre, l'indicateur avancé a progressé de 0,1 %; la demande des ménages a continué de contrebalancer la faiblesse de la demande des entreprises.

Indice des prix à la consommation

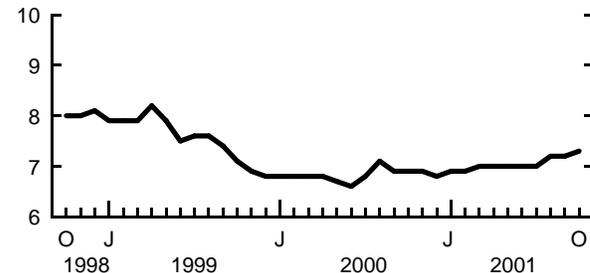
Variation annuelle en %



En septembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,1 %.

Taux de chômage

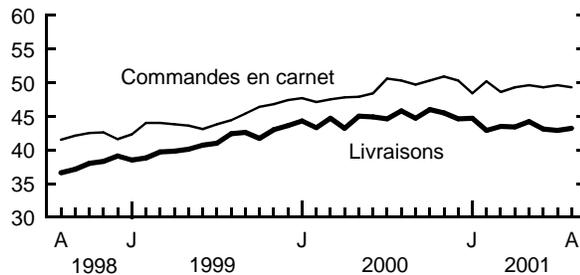
%



En octobre, le taux de chômage a légèrement augmenté pour se fixer à 7,3 %.

Fabrication

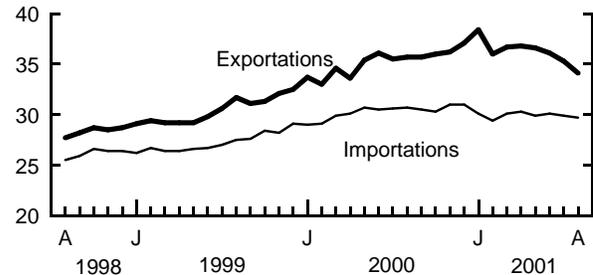
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,7 % en août, pour totaliser 43,2 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi de 0,5 %, pour se chiffrer à 49,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En août, les exportations ont régressé de 3,4 % pour se fixer à 34,1 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,9 % pour se fixer à 29,7 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	août	939,8	0,1 %	0,4 %
Indice composite (1992 = 100)	septembre	166,4	0,1 %	0,0 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 2001	44,7	0,6 %	-11,3 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	2 ^e trim. de 2001	83,2	-0,4 †	-2,6 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	août	24,3	0,3 %	3,6 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	septembre*	127,4	-5,3 %	-8,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	août	33,2	0,8 %	4,1 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	octobre	15,1	0,0 %	0,8 %
Taux de chômage (%)	octobre	7,3	0,1 †	0,4 †
Taux d'activité (%)	octobre	65,9	0,1 †	-0,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	août	668,52	0,4 %	1,8 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	octobre	140	-5,4 %	-20,9 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	août	535,0	-1,4 %	7,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	août	34,1	-3,4 %	-4,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	août	29,7	-0,8 %	-3,4 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	août	4,4	-1,0	-0,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	août	43,2	0,7 %	-5,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	août	43,0	-0,6 %	-5,5 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	août	49,3	-0,5 %	-1,9 %
Ratio des stocks aux livraisons	août	1,50	-0,01	0,11
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	septembre	117,4	0,3 %	2,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	septembre	129,2	0,5 %	0,6 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	septembre	135,4	-2,4 %	-9,8 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	septembre*	106,7	0,2 %	2,9 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088,
 madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario),
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
 © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 8 au 14 novembre 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Production d'oeufs	septembre 2001	23-003-XIB	gratuit
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Voyages internationaux	2000	66-201-XIF	32
ÉTUDES ANALYTIQUES			
Le rendement scolaire des enfants d'immigrants au Canada	1994 à 1998	11F0019MIF01178	gratuit
Le rendement scolaire des enfants d'immigrants au Canada	1994 à 1998	11F0019MPF	5/25
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Production minérale du Canada, calcul préliminaire	2000	26-202-XIB	gratuit
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	septembre 2001	46-002-XIB	5/47
INSTITUTIONS PUBLIQUES			
Statistiques sur le secteur public	2000-2001	68-213-XIB	46
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	septembre 2001	64-001-XIF	14/145
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	septembre 2001	62-011-XPB	22/217
PROGRAMME DE LA STATISTIQUE DE L'ENVIRONNEMENT			
Dépenses de protection de l'environnement du secteur des entreprises	1998	16F0006XIF	gratuit
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistiques trimestrielles des télécommunications	2 ^e trim. de 2001	56-002-XIF	21/40

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».